

Le choix de la croissance : le Medef souscrit aux propositions du rapport Draghi et appelle à leurs mises en œuvre rapides

Publié le 9 septembre 2024

Le choix de la croissance : le Medef souscrit aux propositions du rapport Draghi et appelle à leurs mises en œuvre rapides.

Le Medef accueille très positivement les propositions du rapport sur la compétitivité de l'Union européenne de Mario Draghi. Ce rapport appelle à un électrochoc pour enrayer le déclin de la compétitivité de l'Europe face aux Etats-Unis et à la Chine et mettre en place les réformes pour qu'elle redevienne une grande puissance économique. Une ambition que le Medef avait appelé de ses vœux lors de la campagne pour les élections au Parlement européen. C'est un défi existentiel que l'Europe doit relever.

Il s'agit avant tout d'accélérer l'innovation pour réduire l'écart de compétitivité avec les autres blocs, d'acter un plan pour la décarbonation et de limiter notre dépendance dans les technologies et les matières premières. L'écart de PIB entre l'Union européenne et les Etats-Unis n'a cessé de se creuser entre 2002 et 2023, passant de 15 % à 30 % (en 2023). Le constat de Mario Draghi est sans appel : le différentiel de productivité s'établit désormais à 70 %.

En appelant à un changement radical et à faire le choix de la croissance par l'investissement, Mario Draghi rejoint les positions que le Medef a défendu dans ses « 30 propositions pour une Europe qui entreprend ». Elles s'inscrivent dans la nécessité de renouer avec la compétitivité pour assurer l'autonomie stratégique de l'Union et inverser le déclin des grandes économies européennes. Il nous faut une Europe avec plus de croissance car seul le développement économique nous permettra d'assurer le financement de notre modèle social, de continuer à créer de l'emploi et d'augmenter le pouvoir d'achat.

Le Medef adhère à la nécessité d'investir près de 800 milliards supplémentaires pour que l'Europe joue avec les mêmes cartes que ses concurrents. Pour rattraper son retard, l'Union Européenne doit augmenter ses financements à hauteur de 22 % du PIB. Les Etats membres doivent travailler sur les modalités de ces investissements : budget européen, fonds souverain pour les technologies stratégiques, conseil européen de l'innovation...

Le Medef se réjouit également que le rapport appelle à doper l'IA dans des secteurs stratégiques, à augmenter le financement européen pour la R&D, comme à lancer des projets de défense d'intérêt commun. Par ailleurs, alors que le Medef avait souligné les méfaits de la sur-réglementation, il salue la proposition de nommer un vice-président de la Commission chargé de simplifier et d'alléger le fardeau réglementaire européen.

Les cent premiers jours de la prochaine Commission européenne seront déterminants pour concrétiser cette promesse de compétitivité. Comme Mario Draghi, le Medef n'a eu de cesse d'appeler à la création d'une agence européenne pour l'innovation de rupture, sur le modèle de la DARPA américaine. La création d'un statut « d'entreprise européenne innovante » pour faciliter le passage de l'innovation à la commercialisation, reprend également une proposition du Medef de créer un code européen des Affaires.

Il se réjouit que la nouvelle Commission ait d'ores et déjà indiqué vouloir inclure un certain nombre de propositions dans les lettres de missions des futurs commissaires européens. Le siècle qui s'ouvre est celui d'une compétition inédite où l'Europe doit prendre impérativement la mesure des enjeux et agir. C'est la raison pour laquelle, le Medef attend que les recommandations de Mario Draghi soient réellement et urgemment mises en œuvre.

L'Europe doit prendre ce virage de la compétitivité dont le Medef avait souligné la nécessité. Il continuera à défendre cette voix auprès des décideurs européens, et dès la semaine prochaine à Strasbourg auprès des groupes parlementaires.